

Unité inter-départementale Gard-Lozère
89, rue Weber
CS 52 002
Cedex 02
30907 Nîmes

Nîmes, le 16/07/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 13/06/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SOLVAY Rhodia Opérations

site de Salindres
rue Jean Moulin
30340 Salindres

Références : -

Code AIOT : 0006601578

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13/06/2024 dans l'établissement SOLVAY Rhodia Opérations implanté Quartier Usine 30340 SALINDRES. L'inspection a été annoncée le 05/04/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection s'inscrit dans le cadre de l'action nationale 2024 "gestion des by-pass / shunt au sein des établissements Seveso seuil haut, ayant une activité de production".

Les shunts et by-pass d'un équipement effectués lors des interventions ou travaux sur une installation industrielle peuvent conduire à des situations accidentelles, notamment lors du redémarrage de celle-ci. Le retour d'expérience accidentologique dénombre plusieurs accidents dont certains ont eu de graves conséquences, notamment lorsque les shunts et by-pass concernent des matériels et équipements ayant une fonction de sécurité. Le secteur de l'industrie chimique est

particulièrement concerné (49 % des événements recensés) compte tenu de l'instrumentation importante des process dans ce secteur d'activité.

Cette inspection porte notamment sur le mode opératoire et la procédure de shunt et by-pass définis par l'exploitant de l'installation, l'enregistrement des actions de shunt et by-pass, l'habilitation et la formation du personnel autorisé à effectuer ces opérations ainsi que sur la communication entre les équipes chargées de l'installation au sein du site.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SOLVAY Rhodia Opérations
- Quartier Usine 30340 SALINDRES
- Code AIOT : 0006601578
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Oui

Groupe international de chimie, Solvay réalise 90 % de son chiffre d'affaires dans des activités où il figure parmi les trois premiers groupes mondiaux. Ses produits servent de nombreux marchés, parmi lesquels l'énergie et l'environnement, l'automobile et l'aéronautique, l'électricité et l'électronique.

Le site de Salindres emploie environ une centaine de personnes. En mettant en œuvre des réactions chimiques successives au sein de deux ateliers de production, FLORIN et PPFO, il synthétise des dérivés fluorés destinés aux marchés de l'électronique (écrans LCD, des batteries de voitures électriques, tablettes ou smartphones) , de la pharmacie et de la protection des cultures. Le site relève du régime de l'autorisation au titre de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement et, au regard des activités exercées et des produits mis en œuvre, du statut SEVESO seuil haut. L'établissement est régulièrement autorisé et régi en dernier lieu par l'arrêté préfectoral n°2013-41 du 26 juillet 2013 modifié.

Thèmes de l'inspection :

- AN24 Shunt
- SGS

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la

- précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
4	Procédures concourant à la maîtrise des risques – procédure	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 54	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
7	Formation du personnel	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 54 A	Demande d'action corrective	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Principes généraux de prévention des	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 47	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	risques		
2	Présence d'une procédure SGS	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I, point 3	Sans objet
3	Revue de la procédure SGS	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I, point 3	Sans objet
5	Procédures concourant à la maîtrise des risques – mise en œuvre	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 54	Sans objet
6	Consignes d'exploitation et de sécurité	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a établi, dans le cadre de son système de gestion de la sécurité, des procédures pour l'organisation en place sur le site relative à la gestion de l'indisponibilité des barrières instrumentales de sécurité. Ces procédures encadrent les situations de shunt/by-pass d'une barrière instrumentale de sécurité ou d'une MMRi dans la configuration d'une maintenance programmée ainsi que dans le cadre d'une situation anormale lors d'anomalies du process. Ces procédures précisent notamment les modes opératoires, la fonction des personnes, la coordination et la communication de l'information des différents acteurs (qui active, qui garde la liste des matériels by-passés), la pose, la dépose, la remise en fonctionnement et les mesures compensatoires si nécessaires. L'inspection a vérifié également par sondage que les mises hors services sont bien effectuées selon les principes définis. La formation du personnel et des entreprises extérieures aux conditions de mises en oeuvre de shunt/by-pass et aux procédures associées a également fait l'objet d'un point de contrôle spécifique.

L'inspection ne relève aucune non conformité, mais des éléments de précisions sont demandés sur :

- l'organisation en place hors heures ouvrables dans la mesure où tous le personnel n'est pas présent et/ou disponible pour la réalisation d'une analyse de risque spécifique sur un shunt/by-pass
- la traçabilité assurée des formation/habilitation/recyclage pour le personnel concerné sur la gestion des shunt/by-pass.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Principes généraux de prévention des risques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 47
Thème(s) : Actions nationales 2024, Organisation
Prescription contrôlée :
L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour prévenir les incidents et accidents

susceptibles de concerner les installations ou à défaut pour en limiter les conséquences.
Il organise sous sa responsabilité les mesures appropriées, pour que la prévention des risques soit effective, dans les conditions normales d'exploitation et dans les situations transitoires et dégradées, depuis la construction jusqu'au démantèlement du site après l'exploitation.
Il met en place les dispositions nécessaires pour détecter et corriger les écarts éventuels.

Constats :

L'exploitant a établi, dans le cadre de son système de gestion de la sécurité, des procédures encadrant l'organisation en place sur le site pour la gestion de l'indisponibilité des barrières instrumentales de sécurité. Ces procédures ont été consultées par l'inspection :

- document 214HSE02 explicitant la gestion des fiches de risques et la notion de barrières instrumentées, non instrumentées et environnement
- document 214HSE03 sur la gestion de l'indisponibilité des barrières instrumentales sécurité et environnement
- procédure 214HSE03 de gestion de l'indisponibilité des barrières instrumentales MMRI
- document 603HSE02 listant les barrières instrumentales
- document 615HSE06 modèle de registre des bypass des barrières instrumentales.

Ces procédures sont mises à jour et accessibles dans leur dernière version via le site intranet du site, et sont revues à minima tous les 3 ans.

Elles encadrent les situations de shunt/by-pass d'une barrière instrumentale de sécurité ou d'une MMRI dans la configuration d'une maintenance programmée ainsi que dans le cadre d'une situation anormale lors d'anomalies du process.

Ces procédures encadrent le shunt/by-pass pour les barrières instrumentées/MMRI uniquement, et en particulier, :

- précisent le cadre d'un shunt : situation anormale , test ou modification
- fixent que seule la fonction « capteur » peut être by-passée après analyse de risque (dont mesures compensatoires) et pour une durée de shunt maxi imposé par la procédure (de 24h à 72h pour une MMRI, jusqu'à 120h max sinon). Tout besoin de délai supplémentaire doit rester exceptionnel et conduit à une nouvelle analyse de risque. Tout by-pass/shunt sur les autres composants de la chaîne instrumentée de sécurité (système de traitement et actionneur) conduit au repli complet de cette dernière ;
- précisent qui peut demander un shunt, qui peut l'autoriser, qui peut le mettre en place, et qui peut remettre en service l'équipement ;
- indiquent les modalités en place assurant le suivi et la traçabilité de ces actions.

Le suivi des shunts en place est réalisé :

- quotidiennement avec agents de quart / service HSE / service maintenance
- hebdomadairement lors des points de revues assurés avec les membres des comités de direction.

L'inspection a consulté le fichier de suivi des shunts. Il n'est relevé aucun shunt en place au jour de la visite et les shunts précisés ci-dessous sont répertoriés sur la semaine précédente :

- capteur HF/HCI TFA-062 - ref AIS43649 - relevé en panne
- capteurs HF/HCI TFA-062, 063, 059 - en test pour étalonnage.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Présence d'une procédure SGS

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I, point 3
Thème(s) : Actions nationales 2024, Procédure
Prescription contrôlée : 3. Maîtrise des procédés, maîtrise d'exploitation Des procédures et des instructions sont mises en œuvre pour permettre la maîtrise des procédés et l'exploitation des installations en sécurité. Les phases de mise à l'arrêt et de démarrage des installations, d'arrêt, de même que les opérations d'entretien et de maintenance, même sous-traitées, font l'objet de telles procédures.
Constats : La gestion des shunt / by-pass est intégrée au système de gestion de la sécurité (SGS) du site. L'exploitant a établi, dans le cadre de son SGS des procédures encadrant l'organisation en place sur le site pour la gestion de l'indisponibilité des barrières instrumentales de sécurité. Les procédures suivantes ont été consultées par l'inspection : <ul style="list-style-type: none">- document 214HSE02 explicitant la gestion des fiches de risques et la notion de barrières instrumentées, non instrumentées et environnement- document 214HSE03 sur la gestion de l'indisponibilité des barrières instrumentales sécurité et environnement- procédure 214HSE03 de gestion de l'indisponibilité des barrières instrumentales MMRI- document 603HSE02 listant les barrières instrumentales- document 615HSE06 modèle de registre des bypass des barrières instrumentales. Ces procédures sont mises à jour et accessibles dans leur dernière version via le site intranet du site. Elles sont revues à minima tous les 3 ans et, le cas échéant font l'objet d'une évolution.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Revue de la procédure SGS

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I, point 3
Thème(s) : Actions nationales 2024, Procédure
Prescription contrôlée : 3. Maîtrise des procédés, maîtrise d'exploitation Des procédures et des instructions sont mises en œuvre pour permettre la maîtrise des procédés et l'exploitation des installations en sécurité. Les phases de mise à l'arrêt et de démarrage des installations, d'arrêt, de même que les opérations d'entretien et de maintenance, même sous-traitées, font l'objet de telles procédures.
Constats : Les procédures intégrées au titre du SGS sont mises à jour et accessibles dans leur dernière version via le site intranet du site. Elles sont revues à minima tous les 3 ans et, le cas échéant font

l'objet d'une évolution.

La prochaine évolution relative aux procédures de gestion des shunt/by-pass concerne la procédure 615HSE06 - Registre de suivi des bypass des barrières instrumentales - pour un suivi plus précis et adapté des shunts en place au regard du retour d'expérience. Son intégration sur l'intranet du site est en cours au jour de la visite, le formulaire modifié a été transmis à l'inspection par mail du 20/06.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Procédures concourant à la maîtrise des risques – procédure

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 54

Thème(s) : Actions nationales 2024, Procédure

Prescription contrôlée :

B.-L'exploitant définit et met en œuvre les opérations d'entretien et de vérification des barrières de sécurité et mesures de maîtrise des risques. Ces opérations respectent les exigences et spécificités définies par le fabricant.

L'exploitant définit par ailleurs les conditions et modalités de maintien en sécurité des installations en cas de défaillance ou d'anomalie des barrières de sécurité agissant sur des phénomènes dangereux conduisant à des effets irréversibles, au sens de l'arrêté du 29 septembre 2005 susvisé, qui sortent des limites du site ainsi que des mesures de maîtrise des risques et le cas échéant, les conditions dans lesquelles les installations sont mises à l'arrêt.

Ces conditions et modalités sont formalisées dans des procédures.

Constats :

Les procédures de gestion des shunt / by-pass des barrières de sécurité instrumentées précisent les conditions de désactivation des mesures de maîtrise des risques (MMR) et les conditions de maintien du niveau de sécurité avec la réalisation systématique d'une analyse des risques suite à une demande de shunt / by-pass.

Ces procédures précisent notamment :

- la fonction des personnes pouvant demander, autoriser et mettre en place le by-pass et pouvant ensuite remettre en service les équipements concernés et son contrôle, ainsi que la traçabilité associée à l'ensemble de cette chaîne ;
- la coordination et la communication de l'information des différents acteurs impliqués tout au long de la durée du shunt/by-pass ;
- les modalités relatives aux mesures compensatoires prévues si nécessaires et leur traçabilité ;
- la durée maximum autorisée du shunt / by-pass ;
- les conditions et circonstances justifiant le shunt / by-pass de certains équipements et l'interdiction de shunt / by-pass sur d'autres équipements ;
- les modalités de maintien de l'information périodique de la mise hors service des équipements concernés entre les différents interlocuteurs tout au long de la durée du shunt / by-pass ;
- les conditions de remise en service de la barrière de sécurité shuntée et les vérifications

associées.

L'inspection s'est intéressée en complément aux deux points suivants :

- les shunt/by-pass des actionneurs (ex - vanne automatique) où plus généralement d'une barrière non instrumentée (ex - disque de rupture) n'étant pas autorisé, l'exploitant précise à l'inspection qu'en cas de nécessité d'intervenir sur ces équipements ou en cas de défaillance, une analyse de risque est systématiquement menée et que les procédures « modification » et « travaux » s'appliquent de fait. Elles permettent l'autorisation, le suivi, l'enregistrement et la traçabilité de cette action.

- dans le cas d'une demande de shunt / by-pass hors heures ouvrées l'exploitant précise que :

→ pour toute nouvelle demande, l'astreinte direction et l'astreinte instrumentiste sont chargées d'autoriser ou pas le shunt/by-pass, selon la même procédure qu'en heures ouvrées ;

→ aucune autorisation ne serait délivrée pour une demande de prolongement, les équipes devant réaliser les analyses de risque n'étant pas au complet.

L'inspection invite l'exploitant à compléter les procédures shunt/by-pass sur ce point relatif aux demandes de shunt / by-pass HHO.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 2 mois

N° 5 : Procédures concourant à la maîtrise des risques – mise en œuvre

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 54

Thème(s) : Actions nationales 2024, Mise en œuvre

Prescription contrôlée :

B.-L'exploitant définit et met en œuvre les opérations d'entretien et de vérification des barrières de sécurité et mesures de maîtrise des risques. Ces opérations respectent les exigences et spécificités définies par le fabricant.

L'exploitant définit par ailleurs les conditions et modalités de maintien en sécurité des installations en cas de défaillance ou d'anomalie des barrières de sécurité agissant sur des phénomènes dangereux conduisant à des effets irréversibles, au sens de l'arrêté du 29 septembre 2005 susvisé, qui sortent des limites du site ainsi que des mesures de maîtrise des risques et le cas échéant, les conditions dans lesquelles les installations sont mises à l'arrêt.

Ces conditions et modalités sont formalisées dans des procédures.

Constats :

L'inspection a vérifié par sondage que les mises en place de shunt/by-pass relevées sur le site sont effectuées selon les procédures définies par l'exploitant.

Comme précisé au constat 1, le fichier de suivi des shunts ne relève aucun shunt en place au jour de la visite mais mentionne les shunts de MMRI, sur la semaine précédente, suivants :

- capteur HF/HCI TFA-062 - ref AIS43649 - relevé en panne

- capteurs HF/HCI TFA-062, 063, 059 - en test pour étalonnage.

L'inspection relève pour ces équipements :

- leur identification dans le suivi hebdomadaire assuré par la direction ;
- leur identification dans le fichier de suivi des shunts/by-pass avec l'ensemble des visas d'autorisation par les personnes désignées ;
- leur identification dans le registre papier en salle de contrôle avec les mesures compensatoires associées, et l'exploitant précise en complément leur identification systématique dans le fichier dématérialisé de report au changement de poste .

Aussi, l'opérateur questionné à ce sujet en salle de contrôle lors de la visite sur site connaît ces shunts et explicite clairement son rôle en ce qui le concerne sur ce point. Il précise qu'une formation à ce sujet est programmée à la rentrée pour l'ensemble des opérateurs du site. L'exploitant précise en retour qu'une information « bypass & SIL-MMR-Salindres » sera dispensée lors des journées HSE d'octobre.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Consignes d'exploitation et de sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59

Thème(s) : Actions nationales 2024, Consignes d'exploitation

Prescription contrôlée :

[...] L'exploitant établit des consignes d'exploitation pour l'ensemble des installations comportant explicitement les vérifications à effectuer, en conditions d'exploitation normale, en périodes de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté ainsi que de l'arrêté préfectoral d'autorisation.

Ces consignes d'exploitation précisent autant que de besoin :

- les contrôles à effectuer, en marche normale et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté ainsi que de l'arrêté préfectoral d'autorisation
- les vérifications à effectuer, en particulier pour s'assurer périodiquement de l'étanchéité des dispositifs de rétention, préalablement à toute remise en service après arrêt d'exploitation, et plus généralement aussi souvent que le justifieront les conditions d'exploitation ;
- l'obligation du " permis d'intervention " prévu à l'article 63 du présent arrêté pour les parties concernées de l'installation ;
- les conditions de conservation et de stockage des produits, notamment les précautions à prendre pour l'emploi et le stockage de produits incompatibles ;
- Les opérations et contrôles à effectuer pour les phases d'arrêt et, le cas échéant, avant la remise en service des équipements.

L'ensemble des contrôles, vérifications, les opérations d'entretien menés sont notés sur un ou des registres spécifiques.

L'exploitant établit par ailleurs des consignes de sécurité, qui indiquent autant que de besoin :

- l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, notamment l'interdiction de fumer dans les zones présentant des risques d'incendie ou d'explosion, sauf cas spécifique d'une intervention dûment encadrée par un permis d'intervention prévu à l'article 63 ;
- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides) ;
- les mesures à prendre en cas de perte de confinement sur un récipient ou une tuyauterie contenant des substances dangereuses ;

<ul style="list-style-type: none"> -les modalités de mise en œuvre des moyens d'intervention et d'évacuation ainsi que les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ; -les modalités de mise en œuvre des dispositifs d'isolement du réseau de collecte, prévues à l'article 26 ou 26 bis, pour les installations soumises à ces dispositions ; -la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc ; -l'organisation de l'exploitant en cas d'incident ou de sinistre ; -l'obligation d'informer l'inspection des installations classées en cas d'accident.
<p>Constats :</p> <p>En complément du constat 5 ci-dessus explicitant sur un exemple de shunt-bypass d'une barrière instrumentée que les dispositions définies par l'exploitant sont respectées, l'inspection relève sur le terrain que les shunts/by-pass effectués sont tracés et que des contrôles sont régulièrement réalisés par l'équipe HSE afin de s'assurer de la bonne mise en œuvre des procédures.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 7 : Formation du personnel

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 54 A</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2024, Formation du personnel et entreprises extérieures</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>A.-L'exploitant met en œuvre l'ensemble des équipements et procédures mentionnés dans l'étude de dangers qui concourent à la maîtrise des risques.</p> <p>Il assure :</p> <ul style="list-style-type: none"> -le bon fonctionnement, à tout instant, des barrières de sécurité, et notamment l'efficacité des mesures de maîtrise de risques ; -la tenue à jour des procédures ; -le test des procédures incident/ accident ; -la formation des opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le cas échéant du personnel des entreprises extérieures, aux conditions de mise en œuvre et aux procédures associées aux barrières de sécurité et mesures de maîtrise des risques. <p>Ces actions sont tracées.</p>
<p>Constats :</p> <p>En ce qui concerne les procédures de shunt/by-pass, l'exploitant explicite que :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le personnel pouvant autoriser un shunt/by-pass, le mettre en place, et le remettre en service est restreint. Sa formation et son habilitation sont inhérentes à son poste / ses compétences, et à son cursus classique de formation. A noter que lors de la visite sur site, le responsable du service travaux rencontré sur le site a montré une bonne connaissance sur ces procédures. Le service RH est en charge du suivi des formations du personnel, mais le fichier de suivi n'a pas pu être consulté en séance. - du personnel d'entreprises extérieures (EE) peut être impliqué sur ces procédures shunt/by-pass, il s'agit des opérations de maintenance, dont l'instrumentation : les habilitations et formations du personnel sont précisées dans les contrats avec son entreprise. A noter que ce personnel est présent au quotidien sur le site. L'inspection a pu consulter la grille de suivi d'habilitation des EE

instrumentistes.

- les opérateurs en salle de contrôle sont formés via des formations périodiques spécifiques assurées par le service HSE : la prochaine formation est prévue en octobre, et le support a été présenté rapidement à l'inspection, incluant un point spécifique sur les shunt/by-pass. L'opérateur interviewé en salle de contrôle a montré une bonne connaissance de son rôle conformément aux dispositions de ces procédures.

- l'équipe HSE procède à des vérifications régulières de la bonne mise à place de cette procédure sur les shunt/by-pass en place lors des tournées quotidiennes sur site, des points quotidiens HSE du matin et lors des points travaux de l'après-midi. L'exploitant précise aussi qu'un audit interne portant spécifiquement sur les shunts est programmé fin 2024.

Sur demande de l'inspection, le fichier de suivi des formations et recyclage sur la gestion des by-pass a été transmis à l'inspection par mail du 20/06. L'exploitant précise que seul les personnes du GIE sont enregistrés et que précédemment ces types de formations n'étaient pas enregistrés. L'exploitant s'engage alors à faire un rappel lors des journées HSE d'octobre pour le personnel n'ayant pas encore eu de formation. L'inspection rappelle en complément qu'une traçabilité du sujet devra être mise en place par l'exploitant pour le personnel concerné, afin de s'assurer de la formation des opérateurs et intervenants dans l'établissement aux conditions de mise en œuvre et aux procédures associées au shunt/by-pass des barrières de sécurité et MMRI.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois